

l'O.P.E.P. facilitait l'accès au financement international. L'erreur toutefois, selon Rezende, fut la décision des technocrates de poursuivre la politique de croissance en empruntant et ne mettant pas sur pied une stratégie industrielle qui tienne compte des nouvelles réalités économiques.

En fait, dès 1973, la dette extérieure du Brésil posait des difficultés selon l'économiste José Eduardo Pereira dont les recherches ont démontré qu'entre 1966 et 1973, presque 70% des emprunts effectués à l'étranger servaient à payer les comptes courants des entreprises publiques et non à de nouveaux investissements susceptibles de diminuer les importations ou d'augmenter les exportations. Brasilia n'a pas répondu à l'avertissement lancé par Pereira.

Avec l'abondance des pétrodollars, une nouvelle tactique a vu le jour parmi les créanciers internationaux qui couraient alors après les clients potentiels. C'est durant cette époque d'optimisme général que 118 succursales de banques étrangères ont acquis pignon sur rue au Brésil. Le taux d'escompte a chuté et presque tous les investissements étaient permis. Les créanciers parlaient de "risque souverain"; la notion selon laquelle les pays souverains ne risquent jamais la faillite.

L'économiste Carlos Doellinger du secrétariat à la Planification estime que les 52\$ US milliards investis ainsi dans plusieurs projets publics entre 1974 et 1981 sont responsables des deux tiers de la dette actuelle du Brésil. C'est au cours de ces années que Brasilia s'est engagée dans la construction de fameux mégaprojets. En '74, il était difficile de comprendre pourquoi les pessimistes parlaient de la fin du miracle brésilien car les projets étaient monumentaux. Pensons au barrage hydroélectrique d'Itaipu à la frontière avec le Paraguay qui, lorsqu'il sera complété en 1988, représentera le plus puissant barrage au monde. C'est également à ce moment que Brasilia et Bonn ont entamé leurs pourparlers de coopération nucléaire et que São Paulo de même que Rio de Janeiro ont été envahies par les chantiers du métro.

Les budgets des entreprises d'État étaient trois fois plus importants que le budget fiscal. Jusqu'en 1979, le gouvernement n'était pas en mesure d'évaluer le nombre de sociétés d'État au pays. Une recherche a finalement dévoilé l'existence de 560 entreprises d'État qui employaient 1,3 million de travailleurs. Ces entreprises étaient responsables de 55% des investissements au Brésil. Impressionné par ces révélations, le gouvernement décida de freiner la réalisation de nombreux projets au risque de provoquer une récession. La voie ferrée d'Açominas, fièrement nommée la "Voie ferrée de mil jours" au moment de l'inauguration des chantiers en 1975, fut abandonnée en 1979. On avait investi 200\$ US millions dans ce projet. Pour le gouvernement fédéral il était donc devenu urgent de reprendre le contrôle du secteur public. Le second choc pétrolier de 1979 exigea également du Brésil des dépenses additionnelles qui secouèrent à nouveau son économie.

L'économie brésilienne à l'heure de Reagan

Un nouvel élément est venue s'ajouter à la crise: les taux d'intérêt élevés résultats de la politique anti-inflationniste du président Ronald Rea-